



**PRÉFET  
DU PUY-DE-DÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme  
7 rue Léo Lagrange  
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 26/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/04/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AURILIS GROUP**

14-16 rue Pierre Boulanger  
ZI du Brézet  
63000 Clermont-Ferrand

Références : 20240426-RAP-63-0438-insp 2024- AURILIS-suite APMD-Clermont-Fd  
Code AIOT : 0016400375

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2024 dans l'établissement AURILIS GROUP implanté 14-16 rue Pierre Boulanger ZI du Brézet 63000 Clermont-Ferrand. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection inopinée fait suite à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 8 mars 2023 afin de vérifier la mise en conformité du site.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AURILIS GROUP
- 14-16 rue Pierre Boulanger ZI du Brézet 63000 Clermont-Ferrand
- Code AIOT : 0016400375
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société AURILIS-FLAURAUD, propriété du groupe suisse Emile FREY, assure le stockage de pièces de toute nature pour l'automobile.

Le site de Clermont-Ferrand dispose de deux bâtiments : B2 d'un volume de 82 032 m<sup>3</sup> et B2-bis d'un volume de 53 937 m<sup>3</sup>.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 8/06/2012, article 1er	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	D'ici le 15 mai 2024

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Lors de la visite inopinée du 17 avril 2024 et suite aux échanges avec l'inspection, l'exploitant a corrigé plusieurs non-conformités constatées lors de l'inspection de janvier 2023 (installations électriques, foudre) qui avaient donné lieu à l'arrêté de mise en demeure du 8/03/2023. Il a aussi transmis un porter à connaissance relatif aux modalités de stockage de ses produits dangereux. Il a effectué une réorganisation du stockage conformément aux plans mis en place mais des difficultés persistent quant à la maîtrise des risques et la culture de la sécurité sur cet entrepôt.

En effet, l'exploitant est dans l'incapacité de justifier la compatibilité des produits stockés ensemble et les fiches de données de sécurité (FDS) restent inaccessibles par les personnels au sein de l'entrepôt. Cette situation ne permet pas de disposer des moyens de prévention et d'intervention requis en cas d'incident (épandage de produits ou déchets, départ de feu). De plus, plusieurs produits et déchets liquides ne sont pas stockés sur des rétentions appropriées.

Compte-tenu de la sensibilité du voisinage du site (autoroute, aéroport notamment), des actions correctives concrètes devront être mises en place d'ici le 15 mai 2024 pour stocker les produits dangereux et déchets conformément à la réglementation applicable et pour établir la stratégie de formation du personnel sur la maîtrise des risques liés aux produits et déchets entreposés.

**A défaut de réponse de l'exploitant d'ici le 15 mai 2024, les délais de la mise en demeure du 8 mars 2023 étant échus, l'inspection proposera des sanctions administratives à M. le Préfet.**

### **2-4) Fiches de constats**

N° 1 : Localisation des risques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 8/06/2012, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>lors de la visite d'inspection du 26/01/2023</li></ul>

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 6 mois

#### **Prescription contrôlée :**

- Établir un porter à connaissance concernant l'installation de la mezzanine sur 2 niveaux . Ce document devra être réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté. Dans l'attente de ce porter à connaissance, la présence humaine devra être au maximum limitée dans cette zone ;
- Procéder à une réorganisation du stockage sur les 2 bâtiments concernant les produits dangereux en respectant les prescriptions réglementaires applicables notamment en mettant les aérosols dans une zone grillagée, en mettant les bouteilles de gaz dans une autre zone que celle du local de charge. Une fois, la réorganisation effectuée, une nouvelle étude des flux thermiques sera réalisée. Cette nouvelle organisation devra être organisée dans un délai de 10 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Procéder à la réalisation d'un nouveau plan de localisation des risques et à la mise en place de consignes relatives à chaque risque. Ce document sera réalisé dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;

#### **Constats :**

Un porter à connaissance relatif à l'ajout d'une mezzanine et aux modalités de stockage de produits dangereux a été réalisé en novembre 2023 et transmis à l'inspection. La réorganisation du stockage est bien avancée à la date de la présente visite en inopinée.

Une grande partie des aérosols et liquides inflammables ont été installés conformément aux plans transmis; néanmoins le filet ignifugé et la fin de la zone grillagée ne sont pas installés lors du contrôle inopiné du 17 avril 2024. Le 24 avril 2024, l'inspection a pu constater que le filet ignifugé dans la zone aérosols a finalement bien été installé.

Les bouteilles de gaz ont été retirées du local de charge et sont stockées conformément aux plans et en quantité moindre. Une porte coupe feu a été installée au niveau de la chaîne automatisée afin de palier le trou dans le mur coupe feu.

Néanmoins, la vérification de compatibilité des produits n'est pas tracée et n'est pas établie clairement dans une procédure et/ou par voie d'affichage dans l'entrepôt. De plus, les FDS ne sont pas pleinement accessibles au niveau de l'entrepôt, ce qui est inadmissible tant pour s'assurer de la compatibilité des produits qu'en terme de gestion des risques : moyens d'intervention à mettre en œuvre en cas d'incendie, EPI obligatoires pour les salariés.

En outre, certains produits ne sont pas mis sur rétention. Or, le jour de l'inspection, il a été constaté que certains produits avaient fuit (utilisation récente d'absorbants à même le sol). Un stock important de batteries (qui devait partir en destruction) ainsi que des huiles notamment sont aussi stockés sans rétention. Enfin, les déchets sont stockés ensemble sans vérification de la compatibilité entre eux.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Pour le 15 mai 2024 au plus tard :

- l'exploitant transmettra les éléments justifiant de la vérification effective de la compatibilité des produits et de l'ensemble des déchets stockés sur le site ;
- l'exploitant communiquera la stratégie mise en place pour former les personnels sur la vérification de cette compatibilité au quotidien et les moyens mis en œuvre (procédures, consignes, affichages, etc...).

- l'exploitant mettra sur des rétentions conformes l'ensemble des produits et déchets le nécessitant (photos à l'appui).

A défaut d'action corrective à la date indiquée, l'inspection proposera au Préfet de prendre des sanctions administratives à l'encontre de l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** d'ici le 15 mai 2024